

LA CONVENTION EUROPÉENNE

LE SECRETARIAT

Bruxelles, le 26 juillet 2002 (06.08)
(OR. en)

CONV 221/02

NEW VERSION

CONTRIB 76

NOTE DE TRANSMISSION

Émetteur : le Secrétariat

Destinataire : la Convention

Objet: **Contribution présentée par M. Jacob Söderman, médiateur européen:
"Propositions de modifications du traité"**

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de
M. Jacob Söderman, médiateur européen et observateur de la Convention.

Propositions du Médiateur européen concernant la modification du traité

Les 24 et 25 juin 2002, le Médiateur européen a présenté des propositions à la Convention européenne concernant :

- les droits fondamentaux ;
- un chapitre sur les voies de recours ;
- un droit administratif européen ;
- le réseau des médiateurs et organes traitant les pétitions dans les États membres.

Les discours du Médiateur sont disponibles sur son site Internet à l'adresse suivante :

<http://www.euro-ombudsman.eu.int/speeches/fr/default.htm>.

La présente note contient des propositions de dispositions nouvelles ou modifiées du traité visant à mettre en œuvre les propositions du Médiateur.

La Convention pourrait proposer de modifier l'architecture des traités. C'est la raison pour laquelle la place de ces projets de dispositions ne peut être définitivement établie et les références aux articles existants du traité CE figurent entre crochets. En outre, une certaine réécriture sera nécessaire si la structure existante de l'Union en "piliers" est révisée ou supprimée.

1. Droits de l'homme et droits fondamentaux

1. TEXTE PROPOSÉ :

Article ?

1.1. Droits de l'homme et droits fondamentaux

1. Les dispositions de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne lient les institutions et organes communautaires ainsi que les États membres lorsqu'ils mettent en œuvre le droit communautaire.

2. La Communauté peut adhérer à des accords internationaux pour la protection et la promotion des droits de l'homme, conformément aux procédures visées à [l'article 300 CE]. Les obligations ainsi assumées sont contraignantes pour les institutions et organes communautaires ainsi que pour les États membres lorsqu'ils mettent en œuvre le droit communautaire.

3. Si, au terme d'une enquête menée conformément à [l'article 195 CE] le Médiateur européen estime qu'un État membre ou qu'une institution ou un organe communautaire n'a pas respecté un droit fondamental ou un droit de l'homme contraignant dans l'ordre juridique communautaire, il peut saisir la Cour de justice.

Commentaires:

Cette disposition est rédigée sur la base de la structure existante en piliers de l'Union européenne et pourrait être incluse dans la première partie (Les principes) du traité CE. C'est pourquoi elle fait référence au droit communautaire plutôt qu'au droit de l'Union européenne, même au paragraphe 1, basé sur l'article 51 de la Charte.

En cas de suppression de la structure en piliers de l'Union, cette disposition pourrait être combinée avec l'actuel article 6 UE.

Si la Convention propose un traité constitutionnel, il devra comporter une version modifiée de la présente disposition.

Une nouvelle disposition correspondant au paragraphe 3 devrait également être ajoutée à la partie du traité CE concernant la Cour de justice.

2. Chapitre sur les voies de recours

Texte proposé :

1.2. CHAPITRE ?

VOIES DE RECOURS

Article a

Principes généraux

1. En vue de protéger ses droits en vertu du droit communautaire, y compris les droits fondamentaux et les droits de l'homme, toute personne a accès aux voies de recours suivantes, conformément aux dispositions du présent chapitre :

- recours devant une juridiction compétente ;**
- présentation d'une pétition au Parlement européen et d'une plainte au Médiateur**

européen ;

- présentation d'une pétition à un organe législatif ou d'une plainte à un médiateur dans chaque État membre.

1.3. Article b

1.4. Recours juridictionnels

1. Toute personne physique ou morale peut former un recours contre la Communauté et ses institutions et organes devant la Cour de justice, conformément aux [articles 230, 232 et 235 CE].

2. Toute personne physique ou morale a droit à une protection effective, par les juridictions nationales, des droits que lui confère l'ordre juridique communautaire. En vue de la protection de ces droits, elle peut former un recours devant les juridictions nationales contre les organes publics des États membres et autres personnes physiques ou morales.

La Cour de justice statue, à titre préjudiciel, sur les questions de droit communautaire soulevées par les juridictions nationales conformément à [l'article 234 CE].

1.5. Article c

1.6. Droit de présenter une pétition au Parlement européen

1. Tout citoyen de l'Union, ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre, a le droit de présenter une pétition au Parlement européen conformément à [l'article 194 CE].

2. À la demande du Parlement européen, la Commission européenne coopère au traitement des pétitions portant sur d'éventuelles infractions au droit communautaire par les États membres, en appliquant les procédures prévues aux fins de [l'article 226 CE].

1.7. Article d

1.8. Médiateurs et organes traitant les pétitions

1. Tout citoyen de l'Union, ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre, a le droit de présenter une plainte au Médiateur européen relative à des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions ou organes communautaires, conformément à [l'article 195 CE].

2. Tout citoyen de l'Union, ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre a le droit de présenter une plainte à un médiateur indépendant ou à un organe traitant les pétitions relatives aux cas de mauvaise administration dans l'application du droit communautaire par les organes publics d'un État membre. S'il n'existe pas dans l'État membre de médiateur ni d'organe traitant les pétitions qui soit compétent pour examiner l'affaire, la plainte peut être présentée au Médiateur européen.

Le Médiateur européen peut saisir la Cour de justice d'affaires relatives aux droits fondamentaux ou aux droits de l'homme conformément à l'article [*article sur les droits fondamentaux et les droits de l'homme : voir section 1 ci-dessus*].

Commentaires:

Si la Convention propose un traité constitutionnel, le présent chapitre devra y être inclus. Si le présent chapitre était inséré dans le traité CE actuel, il devrait l'être à la première partie (Les principes).

Si les articles c et d étaient adoptés, il deviendrait inutile de conserver la référence au droit de pétition et au Médiateur européen qui figure à l'actuel article 21 CE. La section 3 ci-après propose que ces éléments de l'article 21 soient remplacés par des dispositions relatives au droit à la bonne administration.

Le paragraphe 2 de l'article d est une disposition minimale : elle ne doit pas empêcher le droit national de conférer un mandat plus étendu à un médiateur ou à un organe traitant les pétitions.

3. Le droit administratif européen

Texte proposé :

Les institutions et organes communautaires exercent leur action dans le respect du droit à la bonne administration. Les principes de bonne conduite administrative que doivent respecter les institutions et organes communautaires ainsi que leur personnel sont établis par le Conseil, agissant conformément à la procédure visée à l'article 251 dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du traité [...].

Commentaires:

La présente disposition pourrait être insérée dans la deuxième partie du traité CE (La citoyenneté de l'Union), éventuellement en remplacement des deux premiers alinéas de l'article 21 actuel. Elle pourrait également être insérée dans la première partie du traité (Les principes) ou dans la cinquième partie (Les institutions de la Communauté).

Le délai proposé d'un an semble raisonnable compte tenu du travail déjà accompli en ce qui concerne le Code européen de bonne conduite administrative, adopté par le Parlement européen le 6 septembre 2001.

4. Le réseau des médiateurs et organes traitant les pétitions dans les États membres

Texte proposé :

Article 195

(...)

4. Le Médiateur européen et les médiateurs et organes traitant les pétitions établis dans les États membres pratiquent une coopération empreinte de confiance en préservant leur indépendance.

5. Tout médiateur ou organe traitant les pétitions dans un État membre peut renvoyer au Médiateur européen une affaire où sont en cause des droits fondamentaux découlant du droit communautaire. De telles plaintes peuvent être présentées directement au Médiateur européen s'il n'existe pas, dans l'État membre concerné, de médiateur ou d'organe traitant les pétitions qui soit compétent pour examiner l'affaire.

(...)

Commentaires:

Le paragraphe 4 actuel de l'article 195 du traité CE deviendrait alors le paragraphe 6.

Strasbourg, le 12 juillet 2002

Jacob Söderman
